

performances

Nouvelle baisse du dollar canadien

LE DOLLAR canadien a clôturé lundi soir à 89,35 cents américains, en baisse par rapport à vendredi soir, où il fermait à 89,54 cents. Le marché était modéré. Dans les milieux cambistes, on attribue cette nouvelle faiblesse de la devise canadienne aux habituelles transactions de fin de mois.

CADILLAC FAIRVIEW Corp. commencera en juin la construction de deux jours de 18 étages réservés à des bureaux, dans le centre de Calgary. Le coût prévu de ce projet est de \$37 millions. La première tour sera terminée vers la fin de 1979.

LA BANQUE Canadienne Impériale de Commerce a décidé de monter son taux de base pour les dollars américains qu'elle prête au Canada, à 9 pour cent. Le taux précédent était de 8 1/2 pour cent. Cette décision entre immédiatement en vigueur. Un porte-parole de cette banque a déclaré que cette mesure reflète les coûts élevés de ces fonds au Canada.

LE PREMIER CONVOI d'automobiles soviétiques mises en marché en Amérique du Nord doit arriver dans un mois dans un nouveau centre de distribution de pièces d'Ajax, en Ontario. Peter Dennis, président de Lada Cars du Canada, a révélé qu'il détient un contrat pour la distribution de 3,260 voitures Lada. Ce contrat est supérieur à \$100 millions. Les 500 premières Ladas seront distribuées à travers le Canada à partir d'Ajax. La compagnie importera ces autos en les faisant transiter par les ports de Montréal et Toronto. La suspension de la Lada est très puissante, conçue pour les routes sibériennes. Cette voiture se vendra au Canada \$3,495.

HAWKER SIDDELEY Canada Ltd., contrôlée par le groupe britannique du même nom, a reçu du gouvernement canadien un contrat de \$18 millions. Cette nouvelle a été annoncée par le ministre des Approvisionnements et Services. Ce contrat comprend un montant de \$17,6 millions pour la réparation et la remise en état de moteurs d'avions à réaction, ainsi que \$1,1 million pour des travaux d'ingénierie aéronautique pour le compte du ministère de la Défense. De son côté IBM du Canada Ltée, une filiale d'International Business Machines Corp. des États-Unis a signé quatre contrats, pour une valeur de \$4,9 millions. Burroughs Business Machines Ltd., qui dépend de Burroughs Corp. de Détroit, a reçu deux contrats de \$3,5 millions. IMP Group Ltd. de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, a reçu deux contrats de \$3,2 millions pour la réparation et la remise en état de moteurs d'avion. La société Héroux, de Longueuil, pour des travaux de réparation de matériels d'avion, a obtenu un contrat de \$1,2 million.

D'IMPORTANTES MESURES de sécurité ont été prises à l'occasion de la taille d'un diamant de 353,9 carats de grande qualité qui, selon ses propriétaires à Johannesburg, coûtera plus que n'importe quel joyau des temps modernes. Le diamant baptisé provisoirement « Première rose » a été extrait dans une mine à Cullinan près de Pretoria il y a deux mois et a été vendu par la De Beers à un tailleur de Johannesburg pour plusieurs millions de dollars. La pierre, qui a trois fois la taille d'une boîte d'allumettes,

pèse 70 grammes et est d'une beauté exceptionnelle. On ignore toujours où est conservé le diamant que personne n'a pu photographier. En 1905, un diamant de 3,106 carats avait été découvert dans la même région. Le diamant sera taillé en une grosse pierre d'environ 100 carats et le reste sera partagé en pierres plus petites. Suivant la dureté de la pierre, le processus pourrait prendre deux mois.

L'ORGANISATION de coopération et de développement économique (OCDE) annonce une croissance économique moins forte que prévue, 3,5% contre 4%, au cours de 1978 dans les 24 pays occidentaux membres de l'organisation, apprend-on lundi de bonne source. Ces prévisions sont valables si ces pays n'adoptent pas une politique économique plus dynamique, ajoute-t-on de même source. C'est le cas notamment de l'Allemagne fédérale et du Japon. Lundi et mardi les membres du comité de politique économique de l'OCDE sont réunis à Paris sous la présidence de M. Charles Schultze, conseiller économique de M. Jimmy Carter. Les pays de l'OCDE avaient convenu lors de la précédente réunion du comité de politique économique les 27 et 28 février derniers de relancer l'économie mondiale par un effort concerté et non par les seules locomotives que sont l'Allemagne fédérale et le Japon. Les experts de l'OCDE prévoient que le taux d'inflation atteindra en 1978 8% et que le chômage touchera dans les 24 pays 17,5 millions de personnes, soit un demi-million de plus que ne le prévoyaient les statistiques initiales.

DOMESTIC PETROLEUM LTD. sera autorisée à exporter 96 millions de barils d'éthane d'Alberta, au cours des 15 années commençant le 1er janvier 1979. Cette nouvelle a été rendue publique lundi par la Commission de conservation des ressources énergétiques. Selon cet organisme, durant les huit prochaines années, la société Dome Petroleum n'aura pas beaucoup de difficultés pour exporter ces quantités. Toutefois, il se pourrait bien qu'après elle ne puisse y parvenir. Au départ Dome Petroleum voulait exporter 232 millions de barils sur une période de 20 ans.

À L'HEURE ACTUELLE, l'on connaît aux raffineries de l'est du Canada une capacité excédentaire qui s'élève jusqu'à 30 pour cent: il faudra apporter remède à cette situation avant de pouvoir substituer le gaz naturel aux produits raffinés tirés de pétrole importé, et de pouvoir le faire d'une façon à la fois économique et concurrentielle, qui puisse réduire les problèmes du pays en matière de balance des paiements. Dans le discours qu'il a prononcé devant le congrès annuel de l'Institut des distributeurs canadiens de produits alimentaires, William P. Wilder, vice-président à la direction de Gulf Canada, a déclaré que cette capacité excédentaire découle du fait qu'on a construit des raffineries soit entièrement, soit partiellement dans le dessein de fournir des produits aux marchés du nord-est des États-Unis, marchés qui ont été perdus par la suite en raison des modifications apportées aux règlements des E.-U.

HUDSON BAY MINING and Smelting Co. Ltd. a offert d'acheter toutes les actions de Whitehorse Copper Mines à environ \$4,00 l'action. L'offre, qui expire le 19 juin, a été envoyée aux actionnaires de Whitehorse ce lundi. Hudson Bay Mining possède 1,396,230 des 3,406,102 actions de Whitehorse.

Les titres québécois ont retrouvé leur stabilité sur le marché US

par Alain DUBUC

L'inquiétude provoquée par l'élection du Parti québécois s'est presque totalement résorbée sur les marchés financiers américains comme en fait foi l'écart de rendement entre les obligations du Québec et celles de l'Ontario, qui est revenu à sa normale historique, celle d'avant novembre 1976.

Cet écart, qui a traditionnellement fluctué entre 45 et 60 points de base, a grimpé à 104 points quelques mois après la victoire du PQ pour ensuite se maintenir à des niveaux anormalement élevés. Pour la dernière donnée disponible, celle d'avril 1978, l'écart s'établissait à 53 points, c'est-à-dire aux environs de la normale.

L'écart entre les titres québécois et ontariens indique le degré de confiance différent que les investisseurs américains accordent aux deux provinces canadiennes. Cette tendance ne signifie pas nécessairement que le Québec pourra emprunter sur le marché américain avec autant de facilité qu'auparavant. La réduction des écarts indique plutôt une diminution de la nervosité des investisseurs.

Ainsi, un écart Québec-Ontario élevé signifie que les acheteurs américains estiment que les titres québécois sont plus risqués. Ils exigent donc un rendement plus élevé sur leur investissement pour compenser le risque qu'ils prennent. En avril par exemple, ils n'étaient prêts à acquiescer des obligations du Québec que si elles leur rapportaient 53 points de plus, soit un peu plus que un demi-point de pourcentage. Le rendement moyen des obligations ontariennes était de 9,07 pour cent, et celui du Québec 9,60 pour cent.

Écart traditionnel

Cette différence de un demi de un pour cent a toujours existé, ce qui implique que, pour les Américains, un prêt à la province de Québec comporte un élément de risque supérieur, en bonne partie à cause de la vigueur supérieure de l'économie ontarienne et de l'équilibre de sa structure industrielle.

Cette appréciation différente de l'économie des deux provinces et de la confiance que l'on peut leur accorder se traduit dans les cotes

des agences Moody's et Standard and Poor, qui ont toutes deux décerné la cote AAA à l'Ontario et la cote AA au Québec et ce, bien avant les événements politiques actuels.

Comme le font cependant remarquer la plupart des analystes, les réactions des milieux financiers comportent toutefois un certain degré de subjectivité et d'imprévisibilité, puisque les marchés financiers sont un lieu de transactions extrêmement fluide caractérisé par des décisions rapides et de la spéculation.

Certaines variations dans l'attitude des investisseurs se rapprochent donc des réactions observées sur le marché des changes durant la crise du dollar.

Comme le montre le graphique, les milieux financiers ont réagi avec un certain décalage à l'élection du Parti québécois. La forte hausse de l'écart de rendement entre les obligations des deux provinces ne s'est produite qu'en février 1977, c'est-à-dire au moment où le premier ministre Lévesque a prononcé son discours remarqué à l'Economic Club de New York.

Mais après des réactions vives, l'inquiétude s'est atténuée progressivement. Depuis un an, plusieurs facteurs politiques sont par ailleurs venus refroidir les craintes de départ, dont les budgets Parizeau, la décision des agences Moody's et Standard and Poor, de maintenir la cote AA au Québec, de même que l'étude élogieuse de la maison Kidder Peabody sur l'Hydro-Québec.

Rendement

Cependant, si l'écart de rendement entre les obligations québécoises et ontariennes s'accroît, cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement du Québec devra payer des sommes supérieures pour rembourser ses emprunts.

Ces rendements décrivent l'état du marché à un moment précis et s'appliquent en effet à des titres déjà émis par le Québec. Ils affectent donc uniquement le prix des titres qui seront revendus d'un détenteur à un autre. Ils n'ont qu'une valeur indicative pour le

gouvernement, en décrivant le prix qu'il aurait à payer s'il empruntait à ce moment précis. Mais un gros emprunteur attend en général que les conditions du marché soient les plus favorables avant de lancer une émission.

Certains analystes soulignent toutefois que l'évolution actuelle du rendement des valeurs québécoises illustre mal l'attitude des investisseurs, parce que les transactions de titres québécois sont peu nombreuses sur le marché américain car le Québec n'y a pas récemment emprunté.

Ce n'est que lorsque Québec affrontera le marché américain par une émission d'obligations que l'on sera en mesure d'apprécier la confiance qu'il inspire.

Les écarts de rendement, préparés par la maison de courtage A.E. Ames et Cie sont calculés en comparant, à chaque semaine, le rendement aux États-Unis des titres québécois et ontariens à celui des US Treasury Bonds, un titre considéré comme une valeur de base.



À la fin du siècle l'industrie du gaz va devenir internationale

(PC) — De nationale qu'elle est à l'heure actuelle l'industrie du gaz va devenir internationale d'ici 20 à 40 ans, et il se peut qu'elle ne soit pas tellement différente de celle du pétrole.

Dans le discours qu'il a prononcé, lundi, à l'ouverture du 71e congrès annuel de l'Association canadienne du gaz, M. James Kerr, président-directeur général de Trans-Canada Pipelines, a déclaré que ce changement de structure interviendra surtout à cause des navires méthaniers transportant du gaz naturel liquéfié qui s'est imposé rapidement comme une marchandise de commerce international.

Un grand sujet de discussion à ce congrès de trois jours qui réunit 300 personnes, c'est le surplus de gaz de l'Ouest canadien dont la perspective de commercialisation n'est pas brillante.

Ainsi que l'expliquait le président sortant de l'association, M. L. Dudley, dans son rapport présenté à la réunion des dirigeants, dimanche, ce surplus a entraîné une diminution de la mise en valeur et pourrait bien provoquer

une baisse de l'activité d'exploration.

Un dilemme

Ce nivellement des ventes de gaz naturel, au moment où l'on dispose d'un volume excédentaire, pose un dilemme à l'industrie, surtout si l'on tient compte que 91,000 nouveaux clients sont venus s'ajouter en 1977.

Le besoin d'acheminer le gaz du nord vers le marché n'est pas aussi pressant qu'il y a un an, précisément à cause du surplus. Les réserves sont suffisantes pour approvisionner le marché intérieur et elles répondent aux contrats en cours qui expireront en 1985.

Mais dans son rapport, M. Dudley se bien gardé d'indiquer comment parvenir à une diminution des surplus, se contentant de dire que l'association était en faveur de négociations avec les États-Unis pour régler la question des exportations de gaz.

D'autre part, M. E. King, qui doit succéder à M. Dudley à la tête de l'association au cours de ce congrès, a expliqué lors d'un entretien qu'il serait en faveur

d'un système de prélivraison d'après les permis d'exportation actuels.

En d'autres termes, les contrats seraient réduits de telle sorte que les Américains achèteraient un plus grand volume de gaz à présent qu'il y a des surplus, ou au moins jusqu'à ce que l'on en sache davantage au sujet des nouveaux approvisionnements.

Une grande partie de l'allocation de M. Kerr était consacrée à la préparation de la 14e Conférence mondiale de l'industrie du gaz qui, pour la première fois aura lieu au Canada l'an prochain, à Toronto.

En sa qualité de président de l'Union internationale de l'industrie du gaz, M. Kerr sera une figure de proue à cette manifestation qui durera du 27 mai au 1er juin. Près de 1,800 membres issus de 36 pays y sont attendus.

De son côté, M. N. Chappell, conseiller en matière d'énergie à l'ambassade du Canada à Washington, a fait savoir que la confusion et l'incertitude concernant les propositions américaines empêchaient l'industrie du gaz de voir clairement l'avenir.

Une commission royale d'enquête sur les régimes de pensions

M. Paul Martin, président et chef de la direction de Canada Steamship Lines (1975) Limited, a demandé lundi soir qu'une Commission royale d'enquête soit instituée relativement à la structure du régime de pensions du Canada, et que soit réévaluée complètement l'utilisation que les gouvernements provinciaux et municipaux font de l'argent accumulé en vertu du régime de pensions du Canada.

M. Martin a déclaré: «Nous devrions mettre sur pied un organisme d'enquête majeur chargé de se pencher sur toute la question, considérant que l'inflation menace de transformer les contributions aux caisses de pensions en un énorme transfert de fonds.

Il a ajouté que cette commission devrait disposer de pouvoirs très étendus lui permettant de faire enquête, par ses propres moyens, et de coordonner les conclusions d'un certain nombre de commissions provinciales et de celles du groupe de travail mis sur pied à l'automne 1976 par le gouvernement fédéral. Ce dernier, malgré la date cible fixée au printemps 1977, ne pourra, selon toute probabilité, produire son rapport que vers la fin de 1978.

Garanti,
blanc sur noir!

Nos dépôts garantis de 5 ans offrent plus de souplesse dans le versement des intérêts.

Nous offrons aussi d'autres taux pour les périodes allant de 30 jours à 4 ans.

Pour rencontrer un conseiller ou obtenir plus de renseignements, téléphonez-nous et demandez le poste 2000.

(nous acceptons les frais d'appel)

9 1/2%
intérêts versés
annuellement
dépôt minimum \$500

9 1/4%
intérêts versés semi-annuellement
dépôt minimum \$500

9%
intérêts versés mensuellement
dépôt minimum \$5,000

Montréal: 909 ouest, boul. Dorchester, 866-9641
Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
Trois-Rivières: 1350, Royale, 379-7230
Québec: 1091, chemin Saint-Louis, 688-0630
Lévis: 300, Côte du Passage-833-4450
Rivière-du-Loup: 298, boul. Thériault, 862-7286
Rimouski: 12 est, Saint-Germain, 724-4106
Sept-Îles: 690, boul. Laure, 968-1830
Chicoutimi: 494, Champs-Élysées, 549-6490
Alma: 585 ouest, Collard, 668-3391
Hull: 120, Principale, 771-3227
Ottawa: 66, Slater, 238-4900

TRUST GENERAL
DU CANADA

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada

Pour obtenir un certificat de dépôt garanti, vous pouvez vous présenter à une de nos succursales ou vous pouvez compléter le formulaire ci-dessous, y joindre un chèque à l'ordre du Trust General du Canada et faire parvenir le tout à la succursale de votre choix.

Montant du dépôt \$ _____ Durée du dépôt: _____
Intérêts payés annuellement ☐
Intérêts payés semi-annuellement ☐
Intérêts payés mensuellement ☐
Nom _____
Numéro d'assurance sociale _____
Adresse _____
Code postal _____ Tel _____
Signature _____
Date _____

TRUST GENERAL
DU CANADA

N'hésitez pas
à nous
téléphoner

Malgré les réductions de taxes

L'indice des prix à la consommation continuera de s'accroître de 8.5%

Malgré les récentes réductions de taxes, l'indice des prix à la consommation continuera de s'accroître au rythme d'environ 8,5 pour cent jusqu'à l'automne. Par la suite, la situation devrait s'améliorer pendant toute l'année prochaine.

Selon William Mackness, de la maison Pitfield Mackay Ross, une réduction importante des taux d'inflation est virtuellement assurée, l'année prochaine, alors que les effets inflationnistes de la dévaluation brutale du dollar auront été effacés et que les prix des aliments reprendront un rythme d'augmentation plus normal.

A eux seuls, ces deux facteurs contribueront à réduire l'inflation de 3,5 pour cent à 4 pour cent durant l'année 1979, estime l'analyste de Pitfield.

Alors que les prix ne devraient connaître qu'une croissance de 6,3 pour cent, en 1979, avec une faible augmentation de 4 pour cent durant le dernier trimestre, une autre année de faible croissance économique, marquée par un chômage de 9 pour cent environ contribuera également à modérer les hausses de prix.

Ces faibles taux d'inflation devraient persister et selon Mackness, «avec une gestion saine et un peu de chance nous sommes optimistes et croyons que des taux d'inflation d'un amplitude de 5 pour cent prévaudront pendant les premières années de la prochaine décennie».

Le taux d'inflation actuel au Canada est largement affecté par la dévaluation de l'année dernière. Entre l'automne de 1976 et celui de 1977, le dollar canadien a perdu 12 pour cent de sa valeur. «Nous estimons que cette dévaluation a pour effet d'accroître de 5 pour cent les niveaux de prix au Canada. L'étendue de cet impact inflationniste doit être rapporté sur deux années, soit 2,5 pour cent

en 1977 et autant cette année. Si l'on prend pour acquis que le taux de change se maintiendra aux environs de \$0,90 US l'influence inflationniste de la dévaluation baissera au rythme annuel de 2,5 pour cent cette année pour tomber à zéro au cours de 1979.

Les prix des aliments ont également été un élément important de l'inflation. D'un niveau de 2,8 pour cent en 1976, la croissance du prix des aliments a grimpé de 8,3 pour cent l'année dernière et ils augmentent présentement à un rythme de 15 pour cent.

La dévaluation a constitué l'élément primordial des augmentations excessives des produits alimentaires. Plus récemment, le problème est venu de l'évaluation du prix du bœuf. «Nous prévoyons que ces facteurs défavora-

bles auront disparus l'année prochaine».

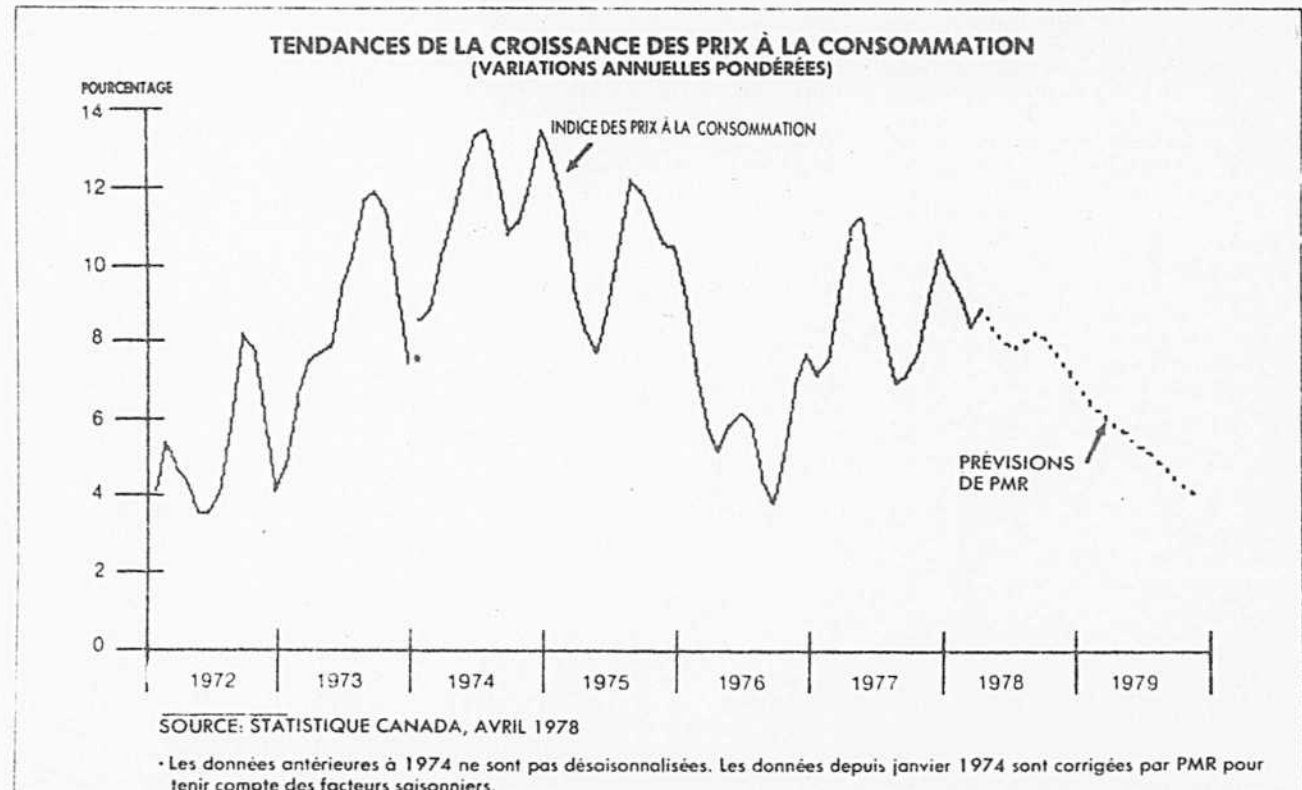
L'étude de Pitfield souligne enfin que le problème de la dévaluation ne doit en aucun cas être attribué à la malchance. «La dévaluation a été une conséquence directe d'une incapacité à corriger à temps et de façon efficace l'inflation produite par les prix et les salaires au milieu des années 1970.

Ce problème provient directement de la politique officielle de «correction graduelle» qui tentait de faire une vertu de différer une correction vitale et nécessaire des prix et des salaires. Le pays n'a pas évité l'ajustement cyclique des affaires de 1974-1975. L'ajustement a seulement été retardé et au prix de quel coût et de quelle confusion.

Il est particulièrement malheu-

reux que les délais se soient traduits par un niveau de chômage de 9 pour cent au lieu de 5 ou 5,5 pour cent comme en 1974. De plus, il y a un danger que les autorités gouvernementales cherchent encore à protéger et à isoler l'économie canadienne des ajustements cycliques de l'économie américaine. Toutefois, deux raisons portent à penser que cela ne surviendra pas.

D'abord, les résultats obtenus au cours des quatre ou cinq dernières années n'incitent pas à reprendre les politiques économiques du milieu des années 1970; ensuite, les besoins financiers du gouvernement fédéral se sont déjà accrus pour atteindre \$12 milliards et dégagent une bien petite marge de manœuvre pour de nouvelles expériences.



La faiblesse du dollar canadien favorise l'industrie des produits forestiers

L'industrie canadienne des produits forestiers devrait connaître une amélioration de ses ventes et de ses bénéfices en 1978 si la tendance qui s'est manifestée au cours du premier semestre se maintient au même niveau tout au long de l'année, selon une étude récente publiée par la maison Richardson Securities.

Cette prédiction optimiste des analystes est toutefois conditionnelle au maintien du dollar canadien à son taux d'échange actuel par rapport au dollar américain de sorte qu'il continuera à compenser la plus grande productivité et les frais moins élevés de la main-d'œuvre de plusieurs concurrents internationaux du Canada.

Les stocks de pâte marchande, qui se sont avérés le principal facteur négatif des perspectives de l'industrie, sont toutefois encore considérablement supérieurs à la normale.

Cependant l'amélioration des stocks de pâte marchande en inventaire chez les producteurs scandinaves et nord-américains porte à croire que les stocks pourraient être beaucoup plus près de leurs niveaux normaux vers le milieu de l'année et que les prix pourraient commencer à se stabiliser à très brève échéance.

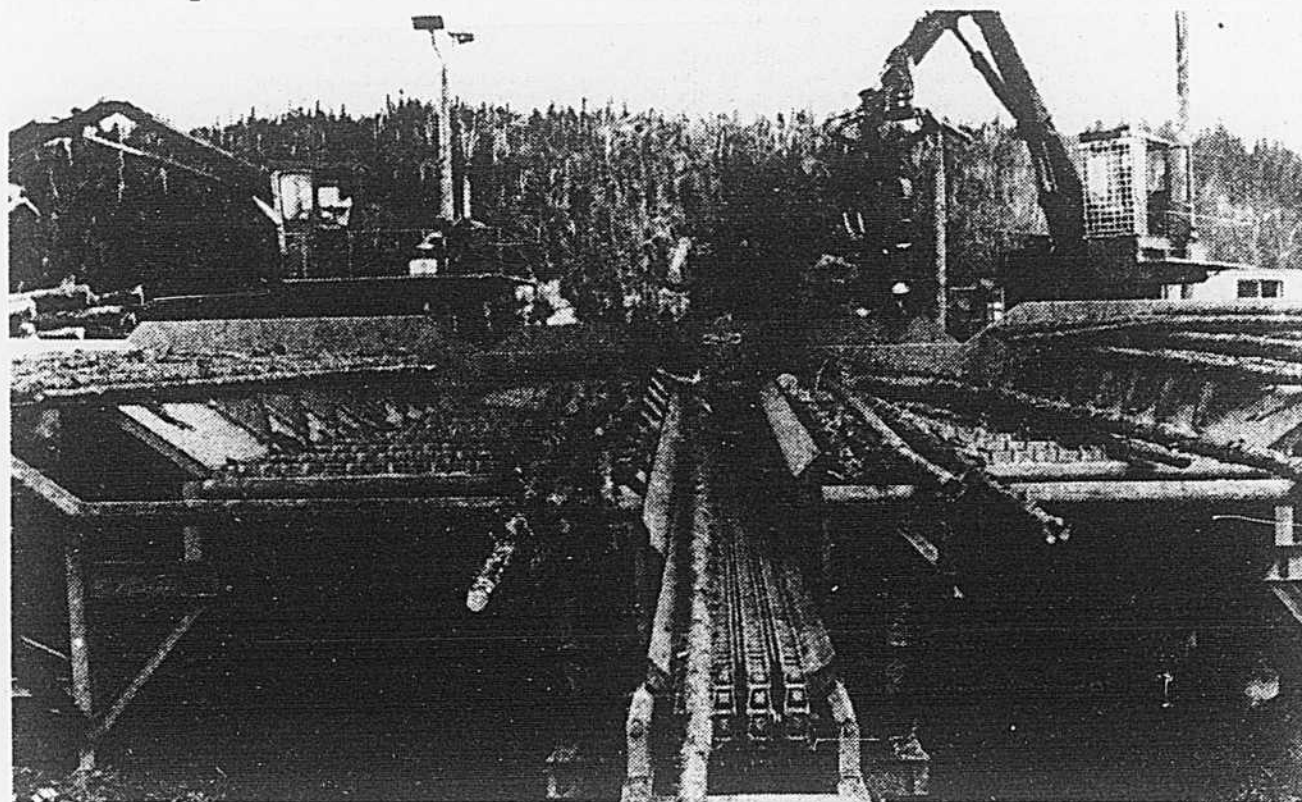
Les prédictions des experts, basées sur les quantités exceptionnelles de papier journal consommées au cours du premier trimestre de 1978 aux États-Unis, laissent entrevoir la perspective d'une hausse de la production canadienne de 91 pour cent qu'elle avait été en 1977, à 94 pour cent cette année.

Les bénéfices provenant de la production du bois de construction devraient se comparer favorablement avec ceux de l'année 1977, alors que la forte demande et les prix un peu plus élevés qui prévaudront durant le premier semestre compenseront la faiblesse du marché prévue pour le deuxième semestre.

Les analystes prévoient aussi que les livraisons de contreplaqué atteindront le même niveau qu'en 1977 et que les légères augmentations de prix contribueront à l'amélioration des bénéfices des producteurs canadiens.

Les producteurs canadiens de papier journal avaient terminé l'année 1977 sur une note réjouissante. Ils ont, en effet, joui d'un excellent quatrième trimestre au cours duquel la moyenne de leurs taux de production a atteint 95 pour cent, comparativement à une moyenne mensuelle de seulement 88 pour cent au cours des neuf premiers mois.

Malgré une hausse, aux États-Unis, de 6,4 pour cent de la consommation de papier journal, durant l'année, une réduction de



La forêt, une richesse liée aux fluctuations du dollar.

10 pour cent des stocks des clients américains a réduit la demande globale et, par voie de conséquence, les livraisons canadiennes n'ont enregistré qu'une faible hausse de 1,5 pour cent pour l'année 1977.

Les exportations à l'étranger, en dehors du marché américain, se sont accrues de 11 pour cent au cours de 1977 traduisant l'amélioration du marché de l'Amérique latine et la fermeté de la demande des pays de l'ouest de l'Europe.

Bois de construction et contreplaqué

En 1977, la demande pour le bois de construction produit en Colombie-Britannique a été extrêmement forte, traduisant l'excellent volume de construction de logements aux États-Unis. Les livraisons à destination du marché desservi par le chemin de fer se sont accrues de 35 pour cent en comparaison avec celles de l'année précédente, tandis que les livraisons par voie maritime à destination des États-Unis se sont haussées d'environ 25 pour cent. Les livraisons de bois de construction au Japon ont augmenté de 20 pour cent tandis que les livraisons à destination du Royaume-Uni, de la Belgique et de l'Australie n'ont pas atteint le volume de l'année précédente.

Papier et carton

L'année dernière s'est avérée une année d'amélioration constante du point de vue des produc-

teurs de papier et de carton. Les livraisons de papier de pâte mécanique, de papier d'impression et de papiers faits sur commande pour usages spéciaux, aussi bien que le papier d'édition et le papier d'écriture, ont extériorisé la plus forte augmentation d'une année à l'autre. La demande pour le papier kraft, le papier mousseline et les papiers spéciaux s'est également améliorée mais à un degré beaucoup moindre que la demande pour les papiers du groupe précédant dont les taux de production se sont maintenus, en moyenne, à 85 pour cent de leur capacité, en 1977, et à 90 pour cent durant le quatrième trimestre de cette même année.

Les livraisons de carton ont également accusé de forts gains sur celles de l'an dernier malgré un faible quatrième trimestre pour le carton pour boîtes d'emballage.

En dépit d'une hausse des livraisons du carton pour boîtes et du carton pour les boîtes d'emballage, de 14 et de 15 pour cent respectivement, les taux de production ne se sont améliorés que de 4 pour cent en n'atteignant que 70 pour cent à comparer à 66 pour cent en 1976.

Le prix du carton-doublure, le principal produit en carton, et qui détermine généralement la structure des prix du carton pour boîtes d'emballage et du carton pour boîtes, a été haussé, en août 1977, de \$255-\$260 à \$280-\$285 la tonne.

Des capitaux fédéraux dans le projet de «Plaza St-Hubert»

par Laurier CLOUTIER

Le ministre fédéral des Affaires urbaines et député de Ville-Marie, M. André Ouellet, est venu donner un dernier «coup de pouce» hier à la Plaza St-Hubert afin que les marchands membres puissent prendre une décision finale dans quelques mois concernant la réalisation du projet de mail fermé de \$40 millions.

Profitant de l'assemblée générale annuelle de la Plaza St-Hubert, M. Ouellet a déclaré qu'Ottawa paiera les deux dernières études nécessaires, d'une durée d'environ deux mois, avant de mettre en chantier le mail fermé.

Il s'agit d'une étude de «déasabilité» économique et financière et d'une analyse de l'impact du mail sur la vie du quartier commandées à la firme d'experts-conseils ABBDL et au consultant Michel Lafontaine. Ottawa paiera la note de \$65.000. Au cours d'une entrevue, M. Ouellet s'est refusé à affirmer

qu'il donnait ainsi le feu vert au projet de mail.

«Le feu vert au projet doit venir de la Ville de Montréal.» Le ministre fédéral a ajouté que «Montréal serait prête à accepter une formule de financement identique à celle adoptée par la Ville de Québec dans le cas du mail St-Roch».

En plus de défrayer le coût des deux dernières études, Ottawa participerait financièrement à la réalisation du projet.

Les \$40 millions comprennent \$22 millions pour des stationnements et le reste pour l'aménagement du quartier.

«Il est difficile pour nous de payer pour des stationnements municipaux. Mais les programmes du ministère des Affaires urbaines et les nouvelles propositions faites aux provinces pour les infrastructures municipales, permettraient de contribuer au financement des \$18 millions.»

«En outre, si des unités de logements à but non lucratif sont ajoutées au projet, on peut presque les payer à 100 pour cent.»

Un industriel torontois déménage cinq firmes de l'Ontario au Québec

PC—Allant à contre-courant, M. Roger Leroux, propriétaire de la firme de marketing industriel Indusmark Holdings Ltd., de Toronto, emménage cet été à Montréal et entraîne avec lui au moins quatre autres firmes.

Pourquoi une telle décision à un moment où, à la suite de l'accession du Parti québécois au pouvoir, certaines entreprises envisagent de quitter le Québec? Dans une interview qu'il accordait lundi, M. Leroux estime que c'est «politiquement» le moment le plus propice de s'installer au Québec.

Les gouvernements fédéral et provincial, dit-il, s'efforcent de stimuler l'économie du Québec.

Pour M. Brian Murphy, président de New Trend Solar Film Ltd., il y a aussi d'autres avantages. Montréal est un centre de choix pour les exportations: le coût des installations est inférieur, de même que celui de la main-d'œuvre et de la vie.

Agé de 30 ans, Murphy vient à Montréal pour essayer de commercialiser sur les marchés mondiaux un nouveau procédé d'isolation des fenêtres qui les rend réfléchissantes au soleil. Grâce à ce procédé, les fenêtres se trouvent isolées contre le froid en hiver et la chaleur en été.

Il cherche des marchés en Afrique et au Moyen-Orient. «Plus on enestproche, mieux c'est», dit-il.

Contacts

M. Leroux espère pouvoir regrouper 12 firmes au sein d'une entreprise qui les chapeauterait: Ambient Environment Controls Corp.

Cette dernière fournirait à ses filiales des contacts sur les marchés mondiaux et leur suggérerait des méthodes de les exploiter. Parmi ces contacts figurent les représentations diplomatiques du Canada à l'étranger.

Actuellement, M. Leroux sert de conseiller aux petites et moyennes entreprises sur l'aide financière que le gouvernement met à leur disposition. Il les aide à en faire la demande. La plupart d'entre elles trouvent trop compliqué et coûteux de s'en occuper elles-mêmes.

La société RVA Energy Systems Inc., qui commercialise des

brûleurs industriels, a été jusqu'à présent l'unique entreprise du consortium Leroux à avoir son siège à Montréal.

Selon M. Léonard Lepore, président de RVA, cette dernière est une des trois firmes à avoir participé à une adjudication de \$40 millions pour la construction d'un complexe laitier à Karachi, au Pakistan, et «nous avons de bonnes chances de l'emporter».

«Pour le moment, ajoute M. Lepore, la philosophie du gouvernement québécois met l'accent sur le regroupement des ressources. C'est exactement ce à quoi vise RVA.»

Les autres compagnies qui déménagent de Toronto sont: Electrolintermetafuse EIM, qui commercialise une méthode de fusion à froid des métaux; Foamex, qui produit de la mousse de polyester pour le bâtiment et l'isolation; et Agri-Ponics, qui dispose d'un procédé de culture de plantes dans l'eau, sans sol. Grâce à cette méthode on peut cultiver sur une superficie de 10 pi. car. d'eau suffisamment de fourrage pour nourrir 32 vaches.

Ailleurs

Tout en ayant son siège social à Montréal, le consortium compte étendre ses activités en dehors de la province pour produire en vue de l'exportation.

La société New Trend Solar Film, de M. Murphy, a déjà passé un accord avec Fenêtres Beauceville, fabricant de fenêtres dans la ville de Beauceville, à 75 km au sud de Québec, pour assembler des fenêtres à l'aide de sa méthode.

Ces déménagements vont créer au Québec 125 nouveaux emplois d'ici à l'automne prochain. «À partir de là, nous allons développer», déclare M. Murphy.

Agé aujourd'hui de 48 ans, M. Leroux s'était rendu, il y a 16 ans, à Toronto pour travailler pour le compte d'une entreprise américaine. C'était faute de possibilités au Québec.

Maintenant, il revient accompagné de sa femme, de ses sept enfants et de deux petits-enfants. Deux de ses fils travaillent pour lui.

Rapprochement prévisible du Canada et des E.-U. dans le domaine de l'uranium

par Jean POULAIN

Il apparaît fort possible que les États-Unis se décident rapidement à se tourner vers le Canada comme fournisseur régulier d'uranium, du fait que leurs propres réserves sont sujettes à révision.

D'autre part, l'embargo américain sur les importations canadiennes d'uranium qui n'a été levé qu'en 1977 a poussé le Canada à conclure des contrats de fourniture à long terme à l'étranger pour absorber ses surplus.

Enfin, l'uranium a pris, du jour au lendemain, un rôle plus important à la suite des problèmes d'approvisionnement en pétrole et gaz naturel.

Toutes ces raisons militent en faveur d'un rapprochement entre le Canada et les États-Unis dans le domaine de l'uranium, l'expérience dans le domaine du pétrole ayant en quelque sorte ouvert la voie à une collaboration.

C'est la thèse développée par Hugh C. McIntyre dans une brochure rendue publique hier et intitulée «Uranium, Nuclear Power, and Canada-US Energy Relations», publiée par le Comité canado-américain et parrainée par l'Institut de recherche économique C.D. Howe, de Montréal et le National Planning Association, des États-Unis.

L'auteur remarque tout d'abord que tant le Canada que les États-Unis n'ont d'autre choix que d'accroître de façon substantielle l'emploi de l'énergie nucléaire, étant pris à la fois par des réserves intérieures déclinantes d'hydrocarbures et une augmentation de leurs besoins énergétiques.

Or, tout accroissement du potentiel nucléaire implique des approvisionnements adéquats d'uranium.

Comme les réserves américaines d'uranium font l'objet de débats et d'incertitudes, l'auteur en conclut qu'il y ait de fortes chances que les États-Unis aient besoin d'importer des quantités substantielles d'uranium au cours de la prochaine décennie, à titre de supplément aux approvisionnements intérieurs.

Selon M. McIntyre, le Canada peut devenir un fournisseur très important — disposant d'une industrie de l'uranium dynamique, de réserves conséquentes et de régions beaucoup moins intensément explorées que les États-Unis.

L'industrie canadienne de l'uranium ayant dû se tourner vers d'autres clients lorsque les États-Unis ont décrété un embargo des importations, il serait logique,

souligne l'auteur de l'étude, que les États-Unis prennent des engagements pour des contrats fermes de fourniture et aussi viennent participer à l'exploration d'uranium au Canada, comme la loi le permet.

Sondant ensuite la période d'après 1985 où tout accord bilatéral dépendra de la progression technologique, l'auteur fait remarquer que la demande d'uranium pourrait considérablement baisser avec l'introduction des surgénérateurs (même si le président Carter a décidé de stopper le programme).

Pour conclure, McIntyre considère qu'accord ou non, entre les deux pays, ils auraient intérêt, vu le caractère complexe du problème de façon coordonnée, par exemple par des échanges de renseignements, d'expériences, etc., dans le domaine de la réglementation.

Les deux pays gagneraient également à établir un marché ordonné, avec une politique commune, de stockage.

L'auteur suggère enfin que pour remplacer la technique du surgénérateur l'on pourrait, dans les années 1990, envisager un programme conjoint à base d'eau lourde.

Après les USA, les yaourtières Rolmex traverseront l'Atlantique

par Laurier CLOUTIER

Après avoir commencé une percée sérieuse sur le marché américain, à Philadelphie le 18 avril dernier, et ayant obtenu un prêt de \$500.000 du ministère québécois de l'Industrie et du Commerce au début du mois pour l'expansion de ses exportations, la yaourtière Rolmex traversera l'Atlantique en septembre prochain pour la Grande-Bretagne, la Belgique et la France, puis l'Allemagne en 1979.

Rentrant à peine de l'exposition de Birmingham, en Grande-Bretagne, le président de l'entreprise de Varennes, M. Roland St-Pierre, a déclaré que son voyage en Europe a permis de constater que ses espoirs de ventes européennes vont se concrétiser.

«En Europe, ce sera un marché fou, en France, il s'est vendu 700.000 yaourtières l'an dernier».

Les distributeurs européens reconnaissent toutefois les mérites de la yaourtière Rolmex, a expliqué en substance le propriétaire de la firme de la Rive sud. Les manufacturiers européens mettent sur le marché des appareils munis de petits contenants moins pratiques que celui de deux litres de Rolmex. En outre, l'appareil québécois possède un contrôle électronique, mis au point par le Centre de recherche industrielle

du Québec (CRIQ), qui maintient constante la température idéale pour fabriquer le yaourt. Autre avantage, les sachets de cinq grammes de culture de yaourt se vendent actuellement jusqu'à \$2.25 en France contre \$0.35 pour ceux de Rolmex. (Au Québec, les sachets de dix grammes se vendent \$0.60.)

«Un distributeur de Grande-Bretagne nous commandera 10.000 yaourtières cette année et 25.000 en 1979».

«En Belgique, plusieurs distributeurs sont intéressés. Il s'agit de faire notre choix. En Allemagne, des négociations sont en cours et le marché s'annonce formidable aussi. Les ventes ne débuteront sans doute que l'an prochain».

Le CRIQ est en train de compléter la mise au point du 220 watts de l'appareil pour l'Europe et de son côté Rolmex travaille à respecter les exigences des marchés européens, notamment au niveau de la langue (anglais, français, hollandais, allemand) pour la boîte, le mode d'emploi et les recettes de son produit.

De Philadelphie aux Maritimes

La yaourtière Rolmex a commencé sa carrière en septembre 1977 et a complété ses quatre premiers mois sur le marché avec environ 7.000 ventes.

L'entreprise de Varennes a réalisé ses premières affaires américaines à Boston, dans le Maine, mais c'est sur Philadelphie qu'elle comptait pour vraiment effectuer une percée chez nos 220 millions de voisins du Sud.

Après une campagne de marketing et de publicité comprenant entre autres des démonstrations dans quelques centaines de magasins, les ventes ont débuté le 18 avril dernier, comme prévu. On prévoit vendre 15.000 yaourtières cette année à Philadelphie.

A Salt Lake City, «les livraisons débuteront le premier juillet. La demande s'annonce pas mal forte», précise M. St-Pierre. Rolmex a déjà reçu de son distributeur dans cette ville une «commande ferme» de 5.000 appareils et l'on prévoit plus de 10.000 ventes d'ici la fin de 1978.

A Vancouver, Rolmex a participé également à une exposition il y a une quinzaine de jours qui permet d'y prévoir 3.000 ventes d'ici la fin de l'année.

C'est le même chiffre d'affaires annuel qu'on prévoit dans trois des provinces Maritimes, soit la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve.

«On est aussi en communication avec la Floride, un marché pas mal développé du point de vue des produits naturels et de la diététique».

«Rolmex prend un

marché énorme. Les ventes dépassent 15.000 appareils depuis janvier dernier et l'on prévoit un total de 55.000 à 60.000 (soit près de \$4 millions) à la fin de l'année.»

Subvention

La firme a ramené dernièrement le prix de sa yaourtière de \$62.00 à \$59.95. C'était toutefois pour une question de marketing et il ne faut pas espérer une baisse supplémentaire de prix en raison de la diminution de l'importance relative des coûts fixes grâce aux ventes importantes en cours, qui étaient déjà projetées.

Le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Tremblay, a récemment déclaré au cours d'une entrevue qu'il «venait de signer» un chèque de \$500.000 à Rolmex en vertu du programme d'aide aux exportations des PME (petites et moyennes entreprises) innovatrices. Le prêt est remboursable sur sept ans et ne comporte pas d'intérêt pendant les deux premières années.

En cas d'échec du projet, la moitié seulement du prêt devient remboursable, le reste devenant une subvention. M. St-Pierre n'a pas voulu confirmer la réception de ce chèque. Lorsqu'elles soumettent un projet en vertu de ce programme, les entreprises s'engagent à le garder confidentiel tant que le ministre, à la fin de chaque

mois, n'aura pas annoncé la liste des prêts accordés au cours de la période.

M. St-Pierre a conclu que Rolmex devra sans doute agrandir ses installations en 1979, pour répondre à la demande, après avoir complété des immobilisations l'an dernier.

CLARKE TRANSPORT CANADA INC.



JEAN-YVES LETARTE

Paul-A. Preville, vice-président exécutif de Clarke Transport Canada Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Jean-Yves Letarte au poste de directeur général de la division du Québec du transport routier.

Monsieur Letarte, qui avant cette promotion était directeur régional, est au service de Clarke depuis 1970. Durant ces années, ses responsabilités se sont accrues dans les divers postes qu'il a occupés au sein des opérations de camionnage de l'entreprise. Il sera désormais responsable des services du transport routier Clarke au Québec. Clarke Transport, grâce à ses divisions du transport routier, de groupage, maritime et international, offre un éventail de services en transport par route, rail et navires. Clarke possède des bureaux et des terminus dans les principales villes du Canada.



M. Frederik Eaton

Les ventes de Eaton atteignent \$1.3 milliard

TORONTO (PC) — On ne peut que spéculer sur la situation financière de la société T. Eaton, car c'est un secret de famille bien gardé; même la commission d'enquête sur les concentrations d'entreprises n'a pas réussi à lever le voile. C'est du moins ce que dit le président de la compagnie, M. Frederik Eaton.

Dans son rapport, la commission a classé Eaton au 19e rang d'importance des compagnies non financières du Canada, avec des ventes évaluées à \$1.3 milliard pour 1976 et des profits de \$39 millions.

Mais M. Eaton, qui est le chef de la famille qui a gardé le contrôle de la compagnie depuis ses débuts, a refusé de confirmer ces chiffres. «Je ne sais pas où ils — les commissaires — ont pris cela, a-t-il déclaré dans une interview. Nous avons passé quelque temps avec eux, pas mal de temps en fait, mais nous ne leur avons fourni aucun chiffre.»

M. Eaton a dit que le chiffre des ventes évalué par la commission était «dans le voisinage», mais il a refusé de

discuter du chiffre des profits.

«Pourquoi nous donnerions-nous la peine de garder secrets nos chiffres de profits, si je vous les révélais?» Comme compagnie privée, Eaton n'est pas tenue de publier ses états financiers.

Un analyste

M. Donald Tigert, un analyste de la firme torontoise d'investissement Burns Fry, a dit que sa compagnie croit que les ventes de Eaton en 1976 se sont élevées à \$1.2 milliard, sans compter les opérations financières du maintenant défunt catalogue et quelque \$35 millions de sa filiale Horizon.

Cela représenterait environ 18.3 pour cent des ventes des magasins à rayons canadiens.

Pour ce qui est des profits, M. Tigert a déclaré: «Je ne pense pas qu'ils ont fait beaucoup, du moins en 1976 où ils ont fermé le service du catalogue.»

«Certains croient qu'Eaton ne fait aucun profit, pendant que d'autres croient que la compagnie fait un très petit pourcentage sur les ventes.»

«Mais Eaton ne fait sûrement pas quelque

chose comme \$40 millions.»

Simpsons-Sears

Simpsons-Sears, de Toronto, a fait un profit après impôt de \$33.2 millions en 1976 sur des ventes de \$1.9 milliard. L'an dernier, le profit net a été de \$44.9 millions sur des ventes de \$2.1 milliards.

La commission a classé Simpsons-Sears au 16e rang pour les ventes parmi les sociétés canadiennes non financières.

La compagnie Hudson's Bay, basée à Winnipeg, qui tire environ 75 pour cent de ses revenus de la vente de marchandises et est classée 22e sur la liste de la commission, a eu des profits nets de \$24.8 millions sur des ventes de \$1.3 milliard en 1976 et de \$29.9 millions sur des ventes de \$1.4 milliard l'an dernier.

Simpsons, de Toronto, est au 53e rang avec des gains de \$22.2 millions sur des ventes de \$65.3 millions en 1976. L'an dernier, les profits ont été de \$28.1 millions sur des revenus de \$638.7 millions.

Ces trois compagnies sont des compagnies publiques, obligées par la loi de publier leurs états financiers.

à lire

CANADIAN BUSINESS SERVICE (Toronto)

- Le placement: dans le creux du cycle, 26 mai 1978
- DEAN WINTER REYNOLDS (New York)
- Le placement (Etats-Unis) 24 mai 1978
- Xerox Corporation, 23 mai 1978
- Les compagnies de finances américaines, 24 mai 1978
- L'industrie du textile aux États-Unis, 24 mai 1978
- Pepsico Inc., 25 mai 1978
- Les industries de base, 24 mai 1978
- Les industries à haute technologie, 25 mai 1978
- FINANCIAL COUNSEL (Montréal)
- Baisse mondiale de la production de pétrole, 26 mai 1978
- Les marchés du cuivre, 29 mai 1978

LEVESQUE, BEAUBIEN (Montréal)

- Great Lakes Paper Company, 18 mai 1978 (En français)

MERRILL LYNCH (Montréal)

- Les compagnies minières canadiennes, mai 1978
- Algoma Steel Corporation, 10 mai 1978

Maison Placements Canada Inc.



Jean Berthiaume

Monsieur Dominik Dlouhy, président de Maison Placements Canada, est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Jean Berthiaume, bachelier en Commerce et en Administration, au poste de gestionnaire de la succursale de Montréal. Monsieur Berthiaume a travaillé pendant plusieurs années comme conseiller en placements.

MALLETTE, GIROUARD, LETENDRE L'ÉE

Conseillers en administration



Charles Rondeau, c.a.

M. Louis-Paul Nolet, c.a., président du conseil d'administration, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Charles Rondeau, c.a., associé de Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau et associés, comptables agréés, au poste d'administrateur de la compagnie.

Mallette, Girouard, Letendre L'ée est un cabinet de conseillers en administration qui se spécialise tant au niveau local, national qu'international dans les sphères suivantes: administration, finances, planification, étude de rentabilité, évaluation d'entreprises, fusion et acquisition d'entreprises, gestion intermédiaire d'entreprises, système comptable de gestion et d'informatique, production et services techniques, marketing et distribution ainsi que la gestion des ressources humaines.

Le cabinet possède des bureaux à Montréal, Québec, St-Jérôme, Ste-Agathe et Montmagny. De plus, la firme est affiliée à un cabinet national qui opère dans les principales villes canadiennes et possède une représentation internationale.

Pour un service rapide et efficace...

utilisez les
PETITES ANNONCES

285-7111

Alliance
mutuelle vie



Robert Brousseau

L'ALLIANCE mutuelle-vie est heureuse de souligner les succès de Monsieur Robert Brousseau à qui l'Institut des assureurs-vie agréés du Canada a conféré le titre d'assureur-vie agréé (Chartered Life Underwriter).

Crédit Foncier

FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

9 1/2 %

Garanti pour 5 ans.

Placements à terme avec intérêt versé annuellement (placement minimum \$500).

Téléphonez-nous (frais virés) pour vous renseigner sur l'intérêt mensuel, semi-annuel ou composé. Échéances de 30 jours à 5 ans.

Montréal: 612, rue St-Jacques (514) 282-1880
Québec (418) 681-0277 - Ottawa (613) 232-5309
• Halifax • Toronto • London • Winnipeg • Regina • Saskatoon
• Edmonton • Calgary • Vernon • White Rock • Vancouver • Victoria

INSTITUTION INSCRITE: RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC
MEMBRE: SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

FONDÉ EN 1880

Venez voir nos modèles 25' - 28' - 35' de marques

Chris-Craft

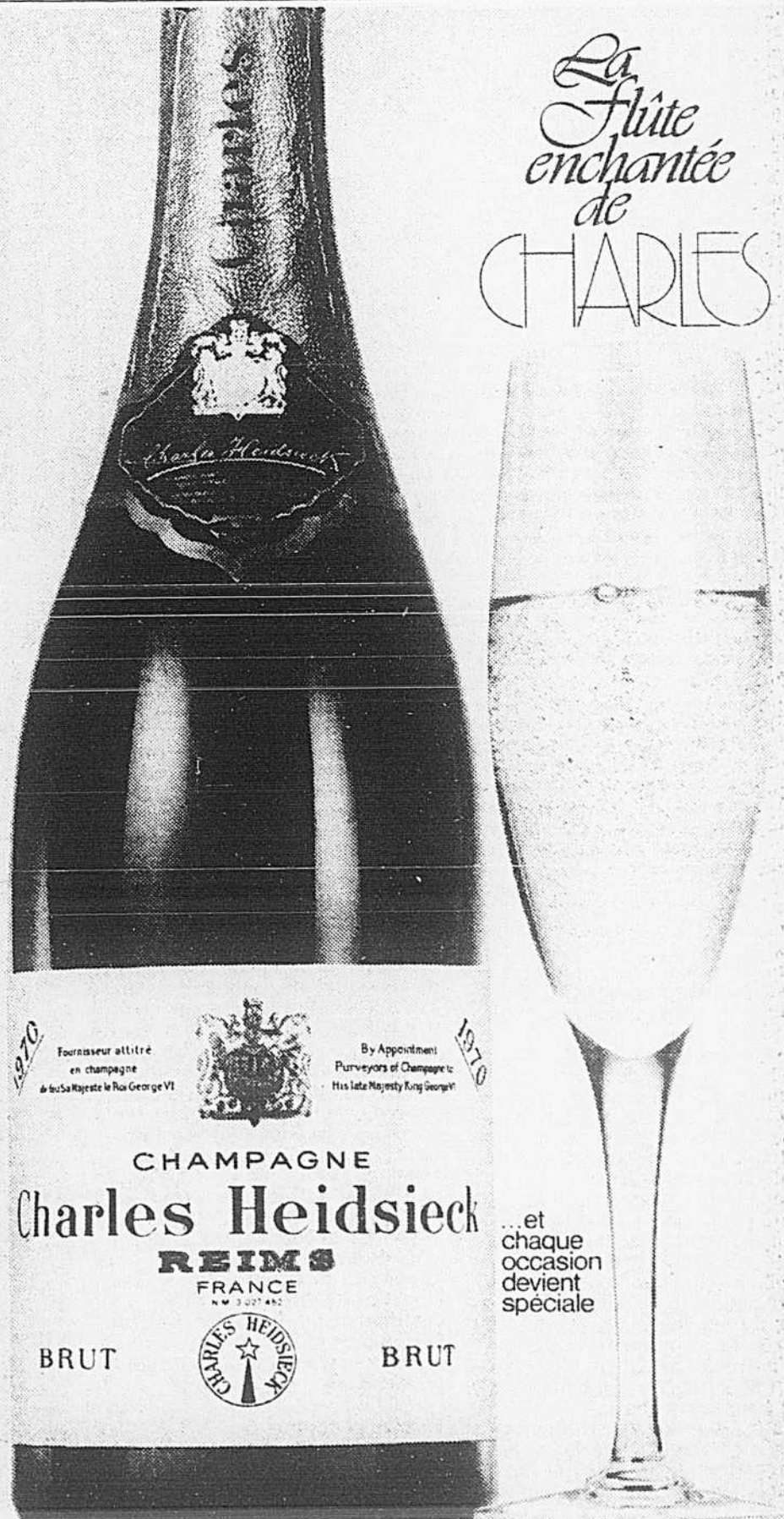


NOUVEAU CONCESSIONNAIRE POUR L'EST DU CANADA

dupuis marine
INC.

12525, rue LACHAPPE
MONTRÉAL
Tél.: 331-2060

Lundi ouvert jusqu'à 18 heures. Tous les autres soirs jusqu'à 21 heures. Samedi: jusqu'à 16 heures.



CHAMPAGNE
Charles Heidsieck
REIMS
FRANCE
BRUT

...et chaque occasion devient spéciale

[illegible]

Les dépenses militaires mondiales ont dépassé les \$400 milliards

AFP — Au cours des huit premières années de la décennie du désarmement ouverte en 1970 par l'ONU, les dépenses militaires dans le monde ont doublé, dépassant cette année \$400 milliards, selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI).

Ces dépenses se répartissent en trois parties sensiblement égales entre l'Union soviétique, les États-Unis et l'ensemble des autres pays.

La course aux armements qui s'accélère malgré les conférences et les traités, dépasse largement celle qui avait précédé la Première Guerre mondiale. Les dépenses militaires n'absorbaient alors que 3 pour cent du produit national brut de l'ensemble des pays. Elle en absorbe maintenant au moins le double en moyenne (de 11 à 13 pour cent pour l'URSS, 6 pour cent pour les États-Unis et 3,5 pour cent pour la France).

Telles sont les dimensions du problème auquel s'attaque une fois de plus les 149 pays de l'ONU au cours de la session extraordinaire du désarmement devant laquelle le président français a présenté des propositions concrètes.

Sur le plan économique et social, le SIPRI souligne que les dépenses militaires, improductives par nature, sont un facteur d'inflation et un élément perturbateur dans la balance des paiements à l'échelle mondiale. Elles absorbent des ressources considérables qui auraient pu servir à accélérer la croissance économique, affirme-t-il.

Les armées, les industries et le commerce des armements tiennent une place de plus en plus grande dans les économies des divers pays, alors que le chômage constitue un problème économique et social crucial.

D'un côté, 22 millions d'hommes — dont 4 millions en URSS et 2,1 millions aux États-Unis, si l'on en croit l'Institut d'études stratégiques de Londres — sont retenus sous les drapeaux dans les armées des différents pays. De l'autre, les industries d'armement emploient quelque 60 millions de travailleurs.

Le SIPRI souligne que l'entretien d'un seul char blindé nécessite 400 heures de travail par an, celui d'un destroyer 45,000 heures.

les dividendes payables cette semaine

PAR PITFIELD, MACKAY, ROSS, CO. LTD.

DIVIDENDES, PAYABLES DU 29 MAI AU 4 JUIN 1978

Comp. canadienne	Taux	Notes	Payable
Campbell Red Lake	15	1	29 mai 1978
Dome Mines	20	1	"
Iron Bay Trust	13	1	"
Bank of Montreal	265	1	30 mai 1978
Royal Dutch/Shell	5.75	1	"
Whitcomb Ind. Ltd. C1 A	15	1	"
Acklands Ltd.	12	1	31 mai 1978
Acklands Ltd. 6% PR	24	1	"
Alum. Canada 2.00 3rd PR	50	1	"
Aluminium Co. Canada 4% PR	25	1	"
Aluminium Co. 4% PR	57	1	"
Bow Valley Ind. Ltd.	0.75	1	"
Campco Corp. C1 B	05	1	"
Canada Cement Lafarge C1 A	15	1	"
Econ. Inv. Trust 5% PR	625	1	"
Grey Goose Co. A 9.75% PR	24.75	1	"
Hollinger C1 A	51516	1	"
Hollinger C1 B	51516	14	"
Inter-City Gas Ltd. Man	07	1	"
Inter-City Gas 7.50% PR B	75	1	"
Interprov. Steel & Pipe	30	1	"
Ivaco Ind. C1 A	05	1	"
Ivaco Ind. C1 B	05	1	"
Kelly Douglas & Co C1 A	0875	1	"
Mercantile Bank of Canada	125	1	"
Moffat Communications C1 A	12	1	"
Moffat Communications C1 B	12	1	"
Montreal Trust Company	15	1	"
Mount Royal Rice Mills C1 A	25	1	"
Mun. Savings & Loan Corp.	18	1	"
Nu-West Development C1 A	30	1	"
Nu-West Development C1 B	255	1	"
Superior Acceptance Corp-A	0357	1	"
Texas Canada Limited	39	1	"
Algoma Central Railway	21	1	1er juin 1978
Algoma Steel A PFD	50	1	"
Aluminum Company 4% PR	25	1	"
Aluminum Company 2.00 PR	50	14	"
Amaz Incorporated	1,3125	10	"
Amaz Incorporated	75	10	"
Argus Corp.	20	1	"
Argus Corp. C1 C PR	20	1	"
Bathurst Paper PR	2625	1	"
B.C. Tel 10.16% PR	635	1	"
Bell Canada 4.23 CV PF	1.06	1	"
Bridge & Tank Company PR	725	1	"
Canadian Tire Corporation Ltd.	14	1	"
Canadian Tire Corporation C1 A	14	1	"
Canadian Utilities Ltd.	2225	1	"
Canadian Western Nat. Gas 4% PR	20	1	"
Canadian Western N. Gas 5% PR	27	1	"
Chum Limited C1 B	90	1	"
Cominco Limited 2% PR	1.00	1	"
Compro Limited PR	275	1	"
Corby Distilleries VTC	50	1	"
Debbold Canada 6.25% B PR	1.5625	1	"
Doman Industries Limited	25	1	"
Dominion Anglo 5% PR	1.25	1	"

Comp. canadienne	Taux	Notes	Payable
Donohue Company Limited	20	1	"
Dover Industries Limited	133	1	"
Fanning Tractor & Equip.	125	1	"
Four Seasons Hotel 8% PR	20	1	"
Geo. Weston Limited 4.5% PR 1st	1.125	1	"
Geo. Weston Limited 6% PR 2nd	1.50	1	"
Great West Life \$1 PV	855	1	"
Inco Limited 7.85% PR B	490%	1	"
Interprov. Pipe Line A CV	30	1	"
Interprov. Pipe Line B CV	30	1	"
Laurentide Finance \$1.25 PR	3125	1	"
La Verendrye Mgmt.	12	1	"
Loblaws Limited 1st PR	375	1	"
Loblaws Companies PR	60	1	"
Magna Intl. Inc.	14	1	"
Magna Intl. Inc. C1 A SPL	18	1	"
McIntyre Mines Limited	25	1	"
Monenco Limited CONV CL A	125	1	"
Nat. Drug & Chemical	06	1	"
Natl. Drug & Chemical CV PR	15	1	"
Newfoundland Light & Pwr CL A CV	30	1	"
Norcen Energy Res. Ltd. Com.	18	1	"
Northern & Central Gas 2.60 1st PR	65	1	"
North Canadian Oil 5% PF	1.38	1	"
Ogilvie Mills 7% PR	44	1	"
Photo Engraving & Electro Typ	57	1	"
Prenor Group Ltd.	08	1	"
QC TV Limited	175	1	"
Redpath Industries C1 A	25758	1	"
Redpath Industries C1 B	25758	1	"
Revelstoke Company 6% PR	30	1	"
Robinson Little C1 A	025	1	"
Scott-Lasalle Limited	02	1	"
Scythian & Company COM	05	1	"
Stuart & D.A. Oil Co. Ltd.	10	1	"
Union Carbide Canada Ltd.	225	1	"
Westcoast Trans. 8.5% PR A	2.125	1	"
White Pass Yuk. 6.75 PR A	42188	1	"
Steinberg Inc. C1 A	18	1	"

Comp. canadienne	Taux	Notes	Payable
Aquitaine Co. of Canada	39	11	"
Archer-Daniels-Midland Company	05	11	"
Armstrong Cork Company	25	11	"
Asarco Incorporated	10	11	"
Avon Prods. Inc.	65	11	"
Bell & Howell Company	21	11	"
Blue Bell Incorporated	35	11	"
Burlington Northern Inc.	40	11	"
Burlington Northern Inc. PR	1375	11	"
Carpenter Technology	30	11	"
Carrier Corp.	20	11	"
Chesapeake System Inc.	58	11	"
Delta Air Lines Inc. (Del.)	20	11	"
Federal Signal Corp.	20	11	"
Ford Motor Co. — US —	90	11	"
Freeport Minerals Company	40	11	"
Gulton Industries Inc.	075	11	"
Heileman G. Brewing Company	25	11	"
Inco Limited C1 A	20	11	"
Inco Limited C1 B	20	11	"
Iowa Southern Utilities	545	11	"
IU International Corporation	225	11	"
Lear Siegler Inc.	20	11	"
Lindberg Corporation	15	11	"
Louisiana Pacific Corporation	15	11	"
Mesta Machine Company	15	11	"
G C Murphy Company 3K	32	11	"
Dr. Pepper Company	15	11	"
Phillips Petroleum	30	11	"
Pillsbury Company Comp	32	11	"
Pinkerton's Inc. Com CL B OTC	415	11	"
Public Ser. Co. of Indiana	54	11	"
Rexham Corp.	125	11	"
Rohm & Haas Company	32	11	"
Southwest Forest Industries	075	11	"
Sterling Drug Incorporated	1925	11	"
Sylvest Corporation	24	11	"
Technicare Corporation	10	11	"
Texas Eastern Corporation	525	11	"
U.A.L. Inc. Ser — A PR	10	11	"
Union Carbide Corp.	70	11	"
U.S. Leasing Intl. Inc.	12	11	"
Western Maryland Railway	20	11	"
Westinghouse Electric	243	11	"
Woolworth F.W. Company N.Y.	35	11	"
Bucyrus Erie Company	20	11	2 juin 1978
Harcourt Brace Jovanovich	36	11	"
E.F. Hutton Group Inc.	17	11	"
Searle C.D. & Company	13	11	"
Teletype Incorporated	10% l'action	11	"
Teletype Inc. Comp \$1	10% l'action	11	"
Wendys Intl. Incorporated	2 p. 1 action	11	"

NOTES SUR LES DIVIDENDES

- 1 — Ottawa retient 10 pour cent du revenu payable aux étrangers.
- 2 — Ottawa retient 15 pour cent du revenu payable aux étrangers.
- 3 — Augmentation du taux de dividende.
- 4 — Baisse du taux de dividende.
- 5 — Dividende versé sous forme d'actions.
- 6 — Le même dividende depuis que l'entreprise est inscrite à la Bourse de Toronto.
- 7 — Le même dividende depuis que l'entreprise est incorporée.
- 8 — Dividende déclaré à la suite d'un fractionnement d'actions.
- 9 — Le dividende comprend quelques "sunderings".
- 10 — Le dividende est payable en monnaie américaine.
- 11 — Le dividende est payable en monnaie américaine moins la retenue à la source 15 pour cent.
- 12 — Le dividende est payable en devise autre que canadienne ou américaine.
- 13 — Dividendes payés en retard.
- 14 — Le dividende est libre d'impôt.
- 15 — Même dividende que depuis le fractionnement des actions.

Sears

MISE AU POINT

Dans notre circulaire «Les affaires d'or» en vigueur jusqu'au 3 juin; à la page 4. Les chaînes auraient dû se lire:

04R 076 665	Rég. 8.50	5.66
04R 076 662	Rég. 6.00	4.00
04R 076 664	Rég. 7.00	4.66
04R 076 852	Rég. 4.95	3.30
04R 076 853	Rég. 5.30	3.53
04R 076 846	Rég. 6.00	4.00
04R 076 847	Rég. 6.50	4.33

à la page 14. L'article: poêle électrique no 64 386, n'est pas disponible avec le plateau. Veuillez prendre note que la poêle électrique sera vendue au prix rég. de 43.98 pour **37.98 ch.**

à la page 15. L'article: peinture no 30R 021 055 aurait dû se lire: Peinture mat extérieur dans le texte et sur l'illustration.

Nous nous excusons de ce contretemps.
Simpsons-Sears Ltée

AVIS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Les Industries Maislin Ltée aura lieu au Salon l'Eto de l'hôtel Le Quatre Saisons, Montréal, Québec, jeudi, le 1er juin 1978, à 10 heures 30 de l'avant-midi, aux fins suivantes:

1. Recevoir le rapport des administrateurs, les états financiers de la compagnie pour l'année se terminant le 31 décembre 1977 et le rapport des vérificateurs sur les états financiers;
2. Elire les administrateurs;
3. Nommer les vérificateurs;
4. Ratifier l'amendement de l'article 1 du règlement no 3 des règlements de la compagnie afin d'augmenter à dix (10) le nombre des administrateurs de la compagnie;
5. Discuter de toute autre affaire qui pourra être dûment soumise à l'assemblée.

Seuls les actionnaires dûment inscrits aux registres à la fermeture des affaires, le 12 mai 1978, ont droit d'assister et voter à cette assemblée.

Franklin K. Seligman,
Secrétaire

29 mai 1978

MERCEDES BENZ DÉMONSTRATEUR RABAIS CONSIDÉRABLES

1 280E	1977	TOIT OUVRANT	BLEU FONCÉ
1 230	1978	BEIGE COLORADO	AM/FM RADIO
1 240D	1978	IVOIRE CLAIR	AM/FM RADIO
1 300D	1978	IVOIRE CLAIR	
1 300D	1978	VERT NICKEL	
1 300CD	1978	TOIT OUVRANT	BLEU FONCÉ
1 280E	1978	IVOIRE CLAIR	
1 280SE	1978	TOIT OUVRANT	BRUN MILAN MET.

Vous ne profiterez jamais plus de si bas prix surtout avec l'augmentation rapide des voitures importées.

D. K. AUTOMOBILE (1976) INC.
4815, Buchan
(une rue au nord de Jean-Talon par Victoria)

735-3585

LE PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT FÉDÉRAL À L'EMPLOI EST EN MARCHÉ!

Réduisez vos impôts en créant des emplois! Activez vos affaires et stimulez notre économie!



Le Programme fédéral de crédit d'impôt à l'emploi a pour but de stimuler notre économie en subventionnant la création d'emplois. La plupart des entreprises canadiennes imposables peuvent en profiter si elles observent les règlements régissant la bonne marche du programme.

Comment fonctionne le programme?

Le gouvernement fédéral accorde des crédits d'impôt à toute entreprise participante qui crée des emplois supplémentaires découlant directement des dispositions de ce programme. Ces crédits correspondent à un montant de \$1.50 à \$2.00 l'heure par nouvel emploi selon la région, pour un maximum de neuf mois. Ces crédits d'impôt fédéral sont imposables et non remboursables; la partie non utilisée dans l'année peut être reportée sur une période allant jusqu'à 5 ans.

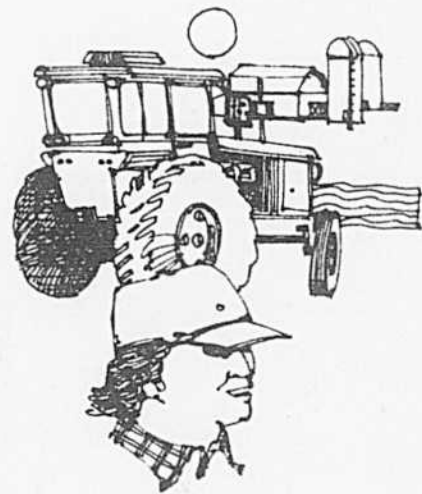
Qui peut en bénéficier?

Ce programme fédéral est offert à la quasi-totalité des entreprises ayant au moins un an d'existence.

Participez immédiatement au Programme! Bénéficiez de ses avantages!

Emploi et Immigration Canada
Bud Cullen, Ministre

Employment and Immigration Canada
Bud Cullen, Minister



carrières ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

RONÉO VICKERS CANADA LIMITÉE

Nous sommes un manufacturier répandu à travers le monde et nous sommes nos propres distributeurs de duplicateurs, machines à adresser, à affranchir et à insérer le courrier de même que manufacturier de classeurs et systèmes de toutes sortes servant au rangement et contrôle des documents. Nous faisons aussi partie du fameux groupe Vickers associé avec l'avion Concorde, construction de navires, etc. L'introduction de nouveaux produits dans ces deux sphères et nos projets futurs d'expansion dans la région métropolitaine de Montréal nous incitent à rechercher des:

REPRÉSENTANTS PROFESSIONNELS POUR CES DEUX DIVISIONS

Ces positions vous offrent:

- Du défi tout en étant supporté par une équipe motivée qui vous apportera support et surtout satisfaction personnelle.
- Un programme de formation complet.
- Excellent salaire de base, plus commission et plan de boni.
- Territoires établis.
- Possibilité d'avancement.
- Programme de prospects alimenté par une publicité constante.
- Tous les bénéfices marginaux incluant les soins dentaires.

Si vous recherchez la stabilité, êtes professionnel(le) et avez un record de position stable et voulez améliorer votre condition, appelez-nous pour une entrevue confidentielle.

(514) 483-2270
M. Blaise Leclerc

LISEZ CECI!

ÇA POURRAIT ÊTRE POUR VOUS...

Nous avons une position très intéressante à offrir à la personne qualifiée. Particulièrement à quelqu'un de moins de 60 ans qui aimerait améliorer ses revenus de pension ou qui est à la recherche d'un emploi présentement.

Vous travaillerez à votre domicile et aurez l'opportunité de choisir vos heures de travail. Très peu de voyages en dehors de Montréal. La personne recherchée remplira la fonction de secrétaire-trésorier d'une association représentant tous les entrepreneurs en protection contre l'incendie du Québec.

Le candidat ayant de l'expérience dans la prévention des incendies ou dans l'assurance-incendie serait un atout. Ses devoirs consisteront à rencontrer les représentants officiels du gouvernement de différents ministères, la conservation de Dossiers de l'association, l'organisation des assemblées et un travail de liaison en général. Il doit aussi être capable de traduire en français des textes anglais et de dactylographier. Salaire ouvert à la discussion.

CORPORATION DES MAÎTRES ENTREPRENEURS

EN PROTECTION CONTRE L'INCENDIE,

LA PRESSE, REF.: 18,543,
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, HC3 3E3

REPRESENTANTS

Une compagnie de distribution qui dans son domaine (édition) est le chef de file incontesté, recherche des personnes dynamiques intéressées à participer activement à son programme d'expansion.

Très belle opportunité d'une carrière enrichissante aux candidats choisis.

Qualités requises:

- Motivation au travail
- Esprit d'initiative
- Personnalité agréable, entrentent et tact
- Sens des responsabilités
- Culture générale

Scolarité: Cours secondaire

Territoires: Établis (peut être appelé à voyager)

Salaire: Au-dessus de la moyenne (base plus commission)

P.S.: Cette annonce s'adresse à ceux qui croient qu'il faut travailler pour réussir et non réussir pour travailler.

Prière de téléphoner à JACQUES LECLERC, 523-1182

REPRESENTANTS(ES) COMMERCIAUX(ALES)

Vous qui préférez des défis de taille.

Vous qui possédez la maturité de travailler de votre propre chef.

Vous qui êtes habitués à des revenus de \$30,000 et plus par année.

Venez vous joindre à l'une des plus formidables équipes de représentants d'une compagnie internationale offrant des produits financiers aux consommateurs, industriels et entreprise.

Un récent sondage démontre que les consommateurs préfèrent nos représentants à d'autres concurrents d'au moins 63% et ce à cause de notre unique programme de formation et professionnel.

Pour entrevue confidentielle; téléphoner à
Henri Gottesmann
au 731-5258
entre 10 et 16 heures

INGÉNIEUR EN ÉLECTRICITÉ

Ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le design et la surveillance du bâtiment et de l'éclairage routier.

Toute demande sera traitée confidentiellement, faire parvenir curriculum vitae à Mme Gaby Perrault,

Besette, Crevier, Parent, Tanguay et Associés
ingénieurs-conseils

110 ouest, boul. Crémazie, bureau 1001,
Montréal, Qué. H2P 1B9

Tél.: 382-6930

COMPAGNIE PAS COMME LES AUTRES

«Nous cherchons une personne pas comme les autres, mais qui aime le contact des gens, quelqu'un qui a du succès et qui aimerait gagner un salaire très élevé à Montréal et banlieue. Une personne possédant ambition, maturité et instruction supérieure». Si vous croyez être cette personne, que vous soyez avocat, professeur ou du domaine financier, écrivez-nous à:

La Presse, Réf. 18546
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal HC3 3E3

REDACTEUR

Une importante société cherche un rédacteur pour son journal d'entreprise.

Fonctions

- Conception et rédaction d'articles et reportages.
- Planification du contenu du journal.
- Traduction d'articles de l'anglais au français.
- Conception et préparation des maquettes.
- Recherche de sujets d'articles.
- Relations avec les divers services de la compagnie.

Expérience et aptitudes

- Expérience en rédaction.
- Connaissance supérieure de la langue française et bonne connaissance de la langue anglaise.
- Esprit d'initiative et de créativité, dynamisme et entregent.

Lieu de travail: Montréal.

Salaire: en fonction des qualifications.
Avantages sociaux appréciables.

Faire parvenir curriculum vitae et exemples d'articles à:

La Presse, réf. 18540
C.P. 6041, succ. A
Montréal HC3 3E3

Un organisme important de la région de Montréal est à la recherche d'un:

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

FONCTION:

Sous l'autorité du directeur du service des ressources humaines, il est responsable de l'élaboration, du développement et de la mise en application de programmes de formation, de perfectionnement et d'évaluation des employés de la compagnie.

Le candidat choisi aura pour tâche plus particulière la sélection des cadres et la mise en marche de cours ou de séminaires de formation, avec l'aide de spécialistes dont il aura la responsabilité de l'entraînement. Il sera appelé aussi à coordonner la mise en application de différents programmes de formation.

EXIGENCES:

Le candidat devra posséder un diplôme de maîtrise en psychologie industrielle et devra être membre en règle de la CPPQ.

REMUNERATION:

La rémunération initiale pourra atteindre \$17,700.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:

CASE POSTALE 1334
Place d'Armes
Montréal H2Y 1L0

DIRECTEUR ADMINISTRATIF CONSEIL CANADIEN DE LA MÉDECINE SPORTIVE

FONCTIONS:

Diriger le bureau du conseil, ce qui inclut le budget et le contrôle financier.
Établir les moyens qui permettent et favorisent la communication et la coopération.
Gérer les affaires du conseil.

QUALIFICATIONS:

Facilités personnelles de contact et de communication, expérience en administration du sport ou, de préférence, diplôme universitaire en éducation physique. Une bonne connaissance des deux langues officielles est un avantage considérable.

SALAIRE:

\$15,500-\$18,000 selon les qualifications et l'expérience.

CANDIDATURES:

Faire parvenir son curriculum vitae à:

CONSEIL CANADIEN DE LA MÉDECINE SPORTIVE,
CENTRE NATIONAL DU SPORT ET DE LA RÉCRÉATION,
333 Chemin River,
Vanier, Ontario,
K1L 8B9

DATE LIMITE: 15 JUIN 1978.

CRÉDITEL recherche

AGENTS DE RECOUVREMENT

Ce poste est offert aux candidats intéressés à une carrière dans le domaine du crédit.

CONDITIONS D'EMPLOI:

- Diplôme d'études secondaires;
- Aptitude à communiquer verbalement;
- Tact et honnêteté;
- L'expérience du recouvrement au niveau des entreprises serait un atout.

Nous offrons aux personnes qualifiées l'occasion de travailler dans un milieu dynamique. Rémunération et avantages sociaux intéressants.

Pour rendez-vous: C. BERGERON
270-7111, poste 29

Ingénieur en Électricité:

Une étude d'ingénieurs conseils, bien établie à Québec, recherche un ingénieur ayant un baccalauréat en génie électrique d'une université canadienne et détenant trois (3) années d'expérience dans une étude d'ingénieurs, dans la conception de plans et devis et surveillance de travaux des spécialités électriques de bâtiments. Salaire suivant qualifications, assurance groupe, santé et salaire. Congés de maladie. Faire demande d'emploi indiquant disponibilité et fournissant curriculum vitae, références emplois antérieurs.

Veuillez faire parvenir votre demande d'emploi à:

La Presse Réf.: 18544
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal HC3 3E3

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

Le DÉPARTEMENT D'HISTOIRE recherche un professeur pour enseigner, en français, l'histoire de l'Europe contemporaine (XIXe-XXe siècles), à compter du 1er septembre 1978. Sous réserve d'approbation budgétaire. Le salaire et le rang seront déterminés selon la compétence et l'expérience. La préférence sera accordée aux candidats possédant un PhD (ou son équivalent) et aux candidats bilingues. Soumettre sa demande à M. Angus Gilbert, directeur, Département d'histoire, Université Laurentienne, Sudbury, Ontario P3E 2C6.

Un simple soutien-gorge coûte ...\$21,000 aux Américains

MAINZ, Allemagne de l'Ouest (UPI) — C'est l'histoire d'un soutien-gorge qui coûta \$21,000 aux contribuables américains.

Il est question d'un général de l'Armée américaine, d'un maire ouest-allemand, d'une employée allemande de l'armée, d'un festival d'asperges, et d'un soutien-gorge ou de l'absence de ce sous-vêtement, selon le point de vue d'où l'on se place.

L'incident a commencé lorsque le Brigadier général David C. Martin, le commandant de la base militaire américaine de Mainz, a décidé que Hannelore Nelson ne portait pas de soutien-gorge lorsqu'elle lui a servi d'interprète dans une réception donnée par le maire de la ville lors du festival annuel d'asperges.

On envoya une lettre officielle à Mlle Nelson, 37 ans, l'accusant d'avoir été indiscret. Elle fut congédiée sans avis de son emploi au bureau des affaires publiques de l'armée à Mainz. Mlle Nelson en appela alors aux tribunaux.

Il a été difficile de déterminer si elle portait ou non un soutien-gorge.

«J'étais assis en face d'elle, a témoigné le capitaine Steven Scully, et chaque fois qu'elle se penchait pour prendre son verre, il était évident qu'elle ne portait pas de soutien-gorge».

Par contre, le maire et son chef de police étaient prêts à témoigner que Mlle Nelson en portait un.

L'armée battit finalement en retraite et accepta, hors cour, de verser \$15,000 à Mlle Nelson, plus \$6,000 pour les frais.

Mme Nelson, une Allemande qui fut mariée à un Américain, a

déclaré qu'elle était satisfaite du règlement. La cour a offert d'ordonner à l'Armée américaine de la réengager, mais elle a refusé.

«Je ne sais pas pourquoi on a fait tant d'histoire, dit-elle, car je porte toujours un soutien-gorge».

Pour son avocat, Ernst Hollnack, c'est le soutien-gorge le plus cher qu'il ait jamais vu.

Mesrine échappe encore à une armée de policiers

PARIS (UPI) — Jacques Mesrine, qui a de nouveau nargué la police française en se présentant dans un commissariat de Deauville quelques heures avant de dérober \$30,000 au casino de la ville, a de nouveau fait des siennes.

Mesrine et son complice ont échappé à une armée de policiers dans une forêt de Normandie et ont forcé un couple de fermiers à les conduire à Bonnières, en banlieue de Paris, pour disparaître de nouveau.

C'est grâce à une fausse carte de policier que Mesrine a pu résister ce cambriolage lucratif au casino de Deauville. Même si lui et son complice ont été blessés à

l'extérieur du casino au cours d'un affrontement avec la police, ils ont réussi à franchir toutes les barricades et à gagner la forêt de Calvados.

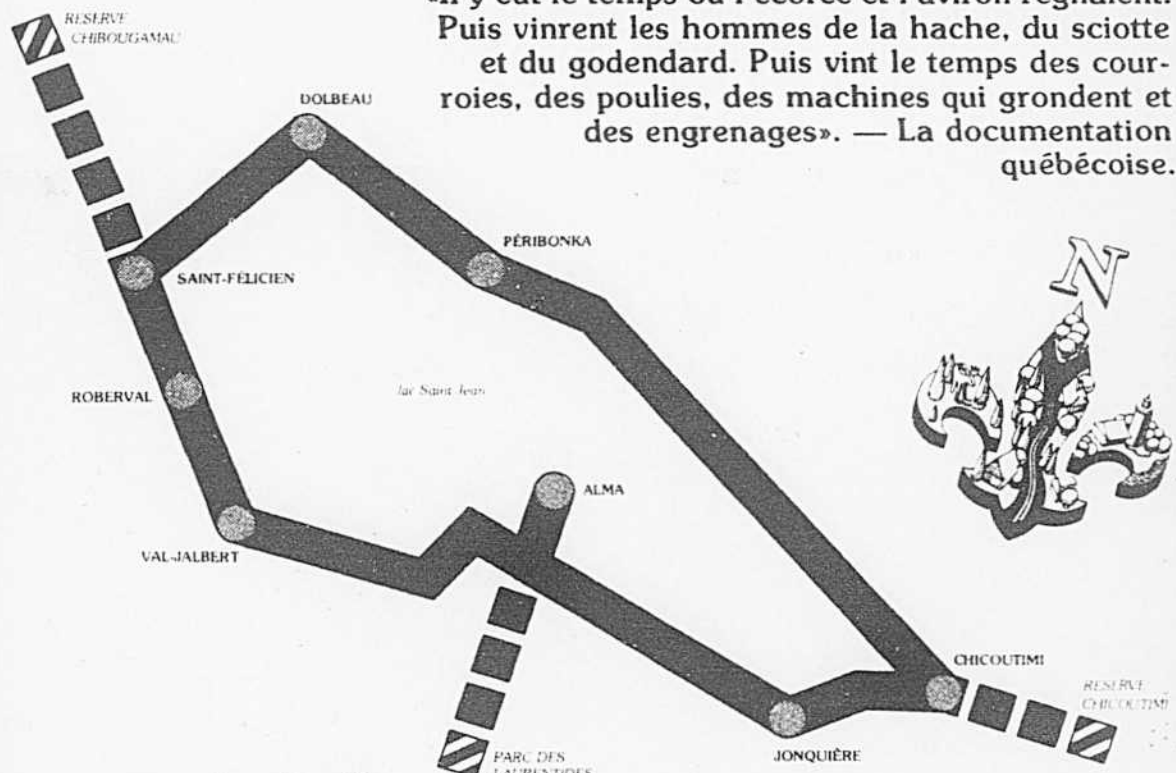
Deux cents policiers, des hélicoptères et des chiens ont été lancés à leur poursuite.

Malgré tout, les deux bandits leur ont échappé et se sont réfugiés dans une ferme. Ils ont forcé les fermiers à leur donner des vêtements et à les conduire à Bonnières. Pendant tout le trajet, ils sont restés couchés sur le siège arrière, sous des couvertures.

Depuis Bonnières, la police est à court d'indices.

Prenez 7 jours de SAGUENAY- LAC-SAINT-JEAN

«Il y eut le temps où l'écorce et l'aviron régnaient. Puis vinrent les hommes de la hache, du sciote et du godendard. Puis vint le temps des courroies, des poulies, des machines qui grondent et des engrenages». — La documentation québécoise.



Avec le guide

• Au musée Maria-Chapdelaine, à Péribonka: ferme d'époque, mobilier, photos et audiovisuel. Écrit par Louis Hémon en 1912, le roman *Maria Chapdelaine* fit connaître le Québec au monde entier. • Au musée amérindien de Pointe-à-la-Croix: artisanat et archéologie des premiers occupants du pays. • Sur le premier pont au monde fabriqué entièrement d'aluminium, à Shipshaw. • À l'usine de congélation de bleuets du ministère québécois de l'Agriculture, à Saint-Bruno.

Avec les enfants

• Au jardin zoologique de Saint-Félicien qu'on dit le plus beau du Québec: 1000 acres aménagés dans une île, 800 espèces, sentiers de nature, train grillagé. • Dans le parc du lac Kénogami, à 9 km de Jonquière: terrain de camping rustique et court de tennis sur gazon synthétique (!); eau limpide et plages en pente douce au lac des Sables. • Au village-fantôme de Val-Jalbert: une chute vertigineuse, un vieux moulin-café-terrasse et près de 60 maisons abandonnées.

Avec les yeux

• Voyager dans les étoiles, autour des planètes ou sur la Lune, depuis l'observatoire de la Société astronomique de Dolbeau (mardi, jeudi et dimanche soir). • Admirez le fjord du Saguenay au cap Trinité (Rivière-Éternité), sur le mont Valin (Saint-Fulgence), depuis le quai de Sainte-Rose-du-Nord.

UNE FÊTE N'ATTEND PAS L'AUTRE

On ne peut passer 7 jours au Saguenay — Lac-Saint-Jean sans se retrouver au beau milieu d'une fête populaire, d'une grande manifestation sportive ou d'un festival culturel.

SPORTS ET COMPÉTITIONS:

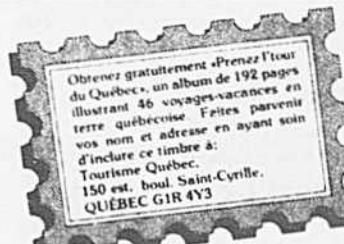
Régates de Saint-Félicien (fin juin). Traversée du lac Saint-Jean. Péribonka/Roberval (première semaine d'août). Les Six heures d'Alexis-le-Trotteur, à Notre-Dame-de-la-Doré (début septembre). FRUITS DE LA TERRE: Festival du bleuets, à Mistassini (mi-août). Festival de la gourganse, à Albanel (mi-août). Festival de la patate, à Saint-Ambroise (début septembre). ARTS ET TERROIR: Fête des arts populaires, à Chicoutimi (mi-août). Fête de la Saint-Jean, à Anse-Saint-Jean (24 juin).

Accès: De Québec, par le parc des Laurentides, r. 175; via Charlevoix, r. 138, puis r. 170 à Saint-Siméon ou r. 172 à Tadoussac. De Trois-Rivières, via La Tuque, r. 55, puis r. 155.

Renseignements touristiques: Bureau permanent à Chicoutimi; plusieurs kiosques saisonniers.

Prenez l'tour du Québec

Tourisme
Québec



Robes soleil à prix sans nuages!

seulement

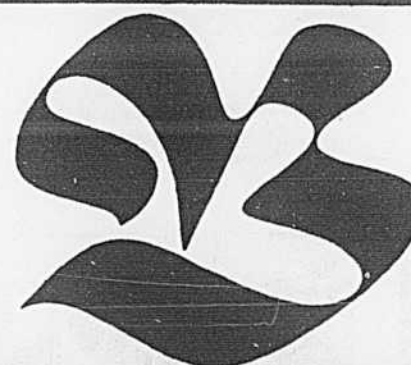
1200

chacune



Vous voulez profiter du soleil? Passez d'abord à La Baie! Vous y verrez les robes qui vous mèneront à la conquête de l'été! Les plus séduisantes robes, à volants, à corsage garni de dentelle, à taille nouée, de ligne tente, toute une collection excitante à prix sans pareil! Votre été sera radieux avec ces robes unies ou imprimées: venez vite choisir les vôtres! Tailles 5 à 15.

Achats en magasin seulement. Robes, rayon 801, Baymart, niveau du métro, centre-ville Montréal et dans toutes les succursales.



aymart

Magasin 'Petit budget'

DÉ LA BAIE D'HUDSON

CENTRE-VILLE
Square Phillips
rue Ste-Catherine
281-4422

BOULEVARD
Centre commercial Boulevard
4150, rue Jean-Talon est
728-4571

DORVAL
Centre Commercial Dorval
386, av. Dorval
Dorval
631-6741

ROCKLAND
Centre commercial Rockland
2435, av. Rockland
Ville Mont-Royal
739-5521

CENTRE LAVAL
Centre commercial Laval
1600, boul. Le Corbusier
Chomedey
688-8970

PLACE VERSAILLES
Centre commercial Place Versailles
7275, rue Sherbrooke est
354-8470

PLACE VERTU
Centre commercial Place Vertu
3275, ch. de la Côte Vertu
St-Laurent
332-4550

CHICOUTIMI
3, Place du Royaume
Boul. Talbot
Chicoutimi
545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h
le samedi, de 9h à 17h